

Brochure n° 3106

Convention collective nationale

IDCC : 18. – **INDUSTRIE TEXTILE**
(13^e édition. – Février 2005)

ACCORD DU 12 MAI 2005
RELATIF À LA DURÉE DU TRAVAIL
(HEURES SUPPLÉMENTAIRES)
NOR : *ASET0550892M*
IDCC : 18

PRÉAMBULE

Par le présent accord, les parties signataires entendent réaffirmer les objectifs économiques et sociaux visés lors de la signature de l'accord national du 16 octobre 1998 sur la durée du travail dans l'industrie textile et de l'avenant signé le même jour relatif à la modulation des horaires. Ils entendent aussi prendre en compte les difficultés croissantes rencontrées par les entreprises textiles confrontées à une concurrence mondiale de plus en plus forte.

En ce qui concerne les heures supplémentaires, les parties signataires souhaitent distinguer plus nettement le régime applicable en cas de modulation des horaires d'une part, hors modulation des horaires d'autre part. Ainsi, le contingent conventionnel d'heures supplémentaires applicable aux salariés dont l'horaire est modulé (contingent fixé par avenant du 16 octobre 1998 à l'accord national du 13 avril 1993 sur la modulation des horaires) restera inchangé, c'est-à-dire fixé dans le cas général à 130 heures (1).

En revanche, le contingent d'heures supplémentaires hors modulation des horaires est modifié.

Article 1^{er}

Les dispositions figurant dans « l'accord national du 16 octobre 1998 sur la durée du travail dans l'industrie textile » sous le titre « Heures supplémentaires », dans le 2^e tiret commençant par : « Compte tenu de la réduction

(1) Ce contingent est augmenté de 20 heures pour les personnels assurant la production des activités « Teinture-apprêts-impression ».

de la durée légale hebdomadaire du travail de 39 heures à 35 heures (au 1^{er} janvier 2000 ou au 1^{er} janvier 2002 selon les cas)... » et se terminant par « une fois la durée légale du travail abaissée à 35 heures, le paiement des heures supplémentaires se fera dès la 36^e heure » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« A compter de l'année civile 2005, le contingent annuel d'heures supplémentaires de droit commun visé à l'article L. 212-6 du code du travail est fixé dans l'industrie textile à 190 heures (1) (soit 30 heures de moins que le contingent légal résultant du décret du 21 décembre 2004). Ce contingent détermine les heures supplémentaires qui peuvent être effectuées conformément à l'article L. 212-6 du code du travail après information de l'inspecteur du travail et, s'ils existent, du comité d'entreprise ou à défaut des délégués du personnel. L'employeur doit donner à cette occasion les raisons justifiant le recours aux heures supplémentaires.

La durée légale ayant été abaissée à 35 heures, le paiement des heures supplémentaires se fera dès la 36^e heures. »

Article 2

Le présent accord national sera déposé dans les conditions fixées par le code du travail. L'application du présent accord est subordonnée à son extension. Il entrera en vigueur à la date de publication de son arrêté d'extension.

Fait à Clichy, le 12 mai 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des industries textiles.

Syndicats de salariés :

Fédération générale des cuirs, textiles, habillement FO ;

Fédération nationale des syndicats du personnel d'encadrement des industries textiles, habillement et connexes CFE-CGC.

(1) Le présent accord maintient l'annulation des dispositions de l'accord national du 13 avril 1993 (modifié par accord du 7 mai 1996) sur la modulation des horaires, figurant sous le titre contreparties 1. Réduction du contingent d'heures supplémentaires. En effet, le régime conventionnel des heures supplémentaires applicable en cas de modulation des horaires est fixé dans l'industrie textile par l'avenant du 16 octobre 1998, et reste inchangé.